

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JANVIER 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt-huit, à vingt heures trente, le conseil municipal de Pacé, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de M. Paul KERDRAON, maire.

Étaient présents :

M. KERDRAON Paul
M^{me} DANSET Agnès
M. ROUAULT Philippe
M. DEPOUEZ Hervé
M^{me} GUÉRIN Gaëlle
M. AUBERT Jacques
M^{me} LE GALL Josette
M. GARNIER Michel
M. CHAIZE Alain
M^{me} MASSART Catherine
M. SAUCET Jean-Christian
M. TRUBERT Jean-Yves
M. BOUFFORT Bertrand
M^{me} LAMBART Viviane
M. MOKHTARI Mustapha
M. BABOU Cyprien
M^{me} LEFEBVRE-BERTIN Nathalie
M^{me} COUMAU-PUYAU Edwige
M^{me} HERCEG-GALESNE Zlatka
M. DUPLESSIX Pierrick
M^{me} DANIELOU Séverine
M^{me} MAUGEAIS Delphine
M^{me} HÉLIAS Annick
M^{me} SÉCHET Raymonde
M. LE MÉHAUTÉ Bernard
M. DESMOULIN Gil
M. LE FUR Loïc

Date de convocation : 21/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 32
Présents à l'ouverture de la séance : 27

Quorum réuni

Étaient excusés :

M^{me} Florence CABANIS, qui a donné pouvoir à M^{me} Agnès DANSET.
M. Jacques FOLSCHWEILLER, qui a donné pouvoir à M. Jacques AUBERT.
M^{me} Annie SAUVÉE, qui a donné pouvoir à M. Jean-Yves TRUBERT.
M^{me} Constance DERAMOND, qui a donné pouvoir à M^{me} Catherine MASSART.

Était absent :

M. Sylvain CARO

Secrétaire de séance :

M. Bertrand BOUFFORT

40/06- 28 janvier 2020

Constitution de partie civile dans l'affaire n°192660000776 Ministère public c/Ali SAIDINA- vol aggravé de véhicule.

Le rapporteur,

☞ informe que Monsieur Ali SAIDINA est poursuivi pour vol aggravé d'un véhicule appartenant à la commune de PACÉ entre le 19 juillet 2019 et le 22 juillet 2019 dans les ateliers municipaux, rue Jean-Marie Tullou à PACÉ.

Le véhicule en question, qui a été retrouvé le 23 juillet 2019 sur un Parking à RENNES par le commissariat de police central de Rennes, a été restitué à la commune le 29 juillet 2019 après avoir été enlevé et remorqué dans un garage par la société ASSITANCE AUTO 24.

Le véhicule restitué à la commune de PACÉ a dû faire l'objet de multiples réparations suite au vol, frais que la commune de PACÉ a payé. Elle a également dû payer les frais de remorquage.

☞ informe que le préjudice de la commune est détaillé de la façon suivante :

- 924,89€ HT soit 1485,62 TTC au titre des réparations réalisées sur le véhicule ;
- 130 €HT soit 156 € TTC au titre des frais de remorquage du véhicule.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 23/02 en date du 20/06/2017 portant délégation permanente par le conseil municipal au Maire en application des articles L.21-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le récépissé de découverte d'un véhicule volé soumis à immatriculation et quad en date du 23/07/2019 à 16h40 du commissariat de police central de Rennes ;

Vu l'avis à victime en date du 29/07/2019 transmis par Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Rennes ;

Considérant l'avis favorable émis par la commission Administration générale et moyens d'information et de communication lors de sa réunion du 15 janvier 2020 ;

Considérant que, Monsieur le Procureur de la République a décidé d'engager des poursuites et de convoquer les parties concernées à l'audience du Tribunal de Grande Instance de Rennes le 08/01/2020,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de se constituer partie civile dans cette affaire,

Considérant que la délibération du conseil municipal n° 23/02 en date du 20/06/2017 pourrait être considérée comme insuffisante pour autoriser Monsieur le Maire à se constituer partie civile au nom de la Commune dans la présente affaire,

Considérant qu'il appartient par suite au conseil municipal d'autoriser expressément, la constitution de partie civile de la commune dans l'instance pénale destinée à réprimer les infractions commises par Monsieur Ali SAIDINA,

le conseil municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE :

Monsieur le Maire à se constituer partie civile au nom de la commune à la suite de l'engagement par Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Rennes des poursuites à l'encontre de Monsieur Ali SAIDINA ;

SOLLICITE :

l'allocation de la somme de 1 054,89 euros HT au titre des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi et le versement de 1 000 euros sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale ;

Envoyé en préfecture le 30/01/2020

Reçu en préfecture le 30/01/2020

Affiché le

ID : 035-213502107-20200128-D_40_06-DE

AUTORISE :

Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à ce litige.

VOTE : Unanimité.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
pour copie conforme,

Le Maire,
Paul Kerdraon.



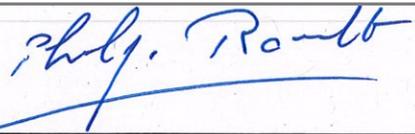
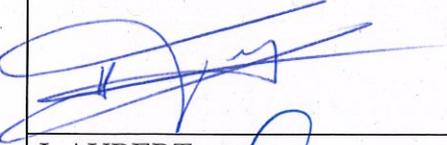
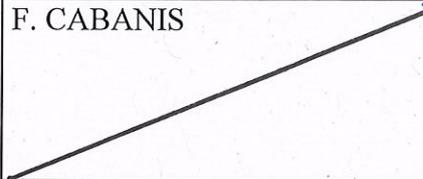
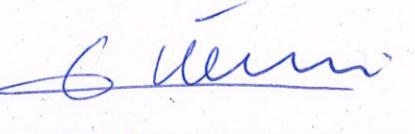
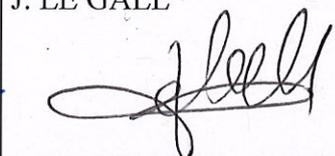
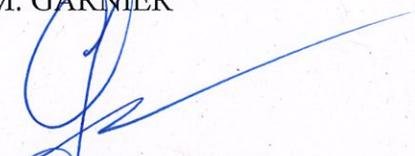
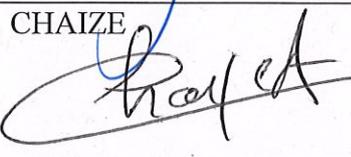
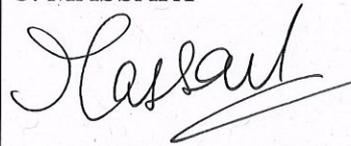
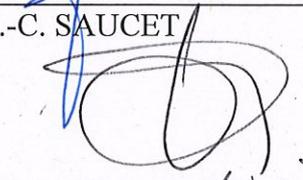
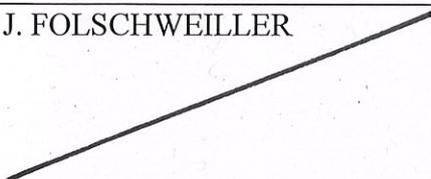
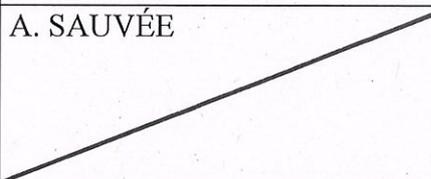
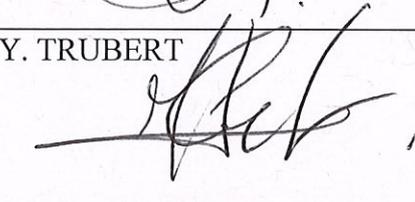
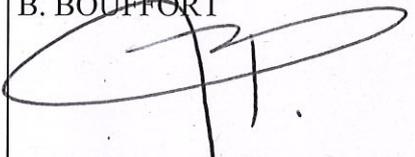
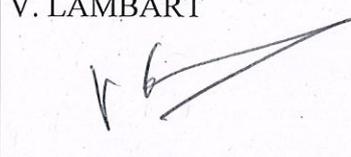
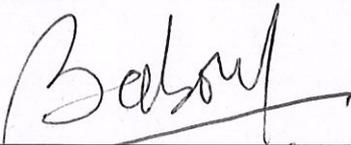
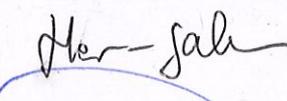
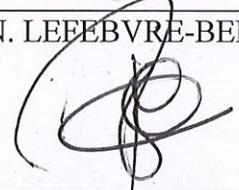
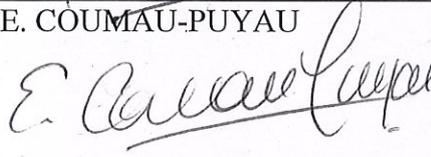
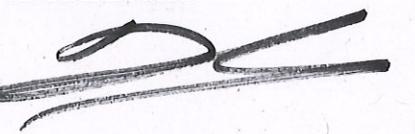
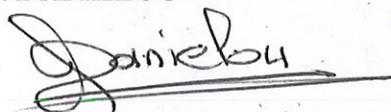
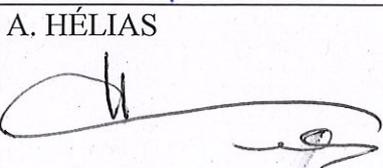
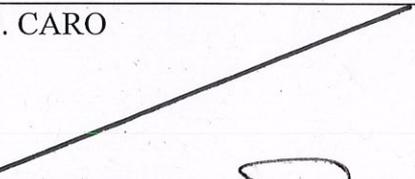
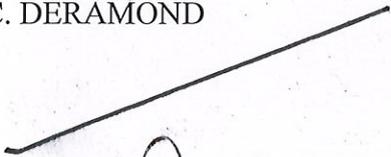
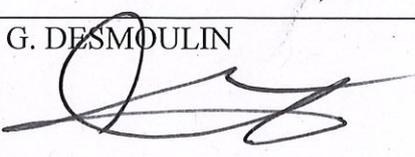
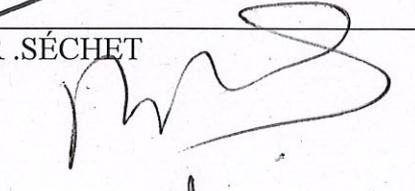
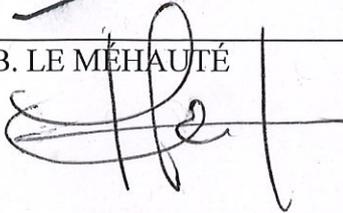
CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JANVIER 2020

Envoyé en préfecture le 30/01/2020

Reçu en préfecture le 30/01/2020

Affiché le

ID : 035-213502107-20200128-D_40_06-DE

P. KERDRAON 	A. DANSET 	
H. DEPOUEZ 	F. CABANIS 	G. GUÉRIN 
J. AUBERT 	J. LE GALL 	M. GARNIER 
A. CHAIZE 	C. MASSART 	J.-C. SAUCET 
J. FOLSCHWEILLER 	A. SAUVÉE 	JY. TRUBERT 
B. BOUFFORT 	V. LAMBART 	M. MOKHTARI 
C. BABOU 	Z. HERCEG-GALESNE 	N. LEEBVRE-BERTIN 
E. COUMAU-PUYAU 	D. MAUGAIS 	P. DUPLESSIX 
S. DANIELOU 	A. HÉLIAS 	S. CARO 
C. DERAMOND 	G. DESMOULIN 	R. SÉCHET 
B. LE MEHAUTÉ 	L. LE FUR 